

*Le dollar canadien*

vés; deuxièmement, le gouvernement fédéral a contracté d'énormes emprunts à l'étranger; et troisièmement, il a utilisé une grosse partie de sa réserve en devises étrangères.

A part ces trois éléments, il existe bien d'autres moyens de défendre le dollar. Il y en a d'autres, aussi le Parlement et les Canadiens ont-ils le droit de savoir si le gouvernement compte y avoir recours, dans la négative, quelles sont ses objections, et dans l'affirmative, s'il songe à les appliquer et à les modifier?

Il existe un certain nombre d'autres solutions. Permettez-moi d'énumérer certaines des mesures que le gouvernement devrait prendre s'il désire vraiment empêcher le dollar canadien de s'affaiblir. Songe-t-il à faire des échanges de devises avec les banques centrales de gouvernements étrangers? Songe-t-il à emprunter au Fonds monétaire international? Songe-t-il à réévaluer les réserves d'or du Canada? Le gouvernement a-t-il pensé à ralentir l'expansion de la masse monétaires? Songe-t-il à augmenter le coefficient de réserves secondaires des banques à charte? Envisage-t-il la possibilité d'imposer des contingents d'importation temporaires sur les marchandises non essentielles? Songe-t-il à réduire le montant de l'exemption des droits de douane accordée aux voyageurs canadiens lorsqu'ils regagnent leur pays?

Ce ne sont là que quelques questions parmi bien d'autres. Le gouvernement jugera peut-être tout à fait inacceptable un bon nombre de ces moyens. Chacun d'eux représente certains coûts pour l'économie canadienne, mais précisons-le bien, la politique actuelle à l'égard des taux d'intérêt coûte également cher à l'économie canadienne, ainsi que la chute du dollar canadien, et l'inflation qui est alimentée, dans une large mesure, par la dévaluation du dollar.

Le Parlement a le droit de savoir, et le gouvernement a l'obligation d'établir, combien coûte la stratégie actuelle par rapport aux autres mesures qui pourraient être prises, et pourquoi on n'étudie pas sérieusement, et publiquement, d'autres moyens peut-être plus efficaces que ceux qui, manifestement, n'ont pas réussi à soutenir le dollar canadien.

[Français]

J'ai mentionné, monsieur l'Orateur, la question des taux d'intérêt, et je veux bien croire que ce gouvernement fait rarement quelque chose de sensé, mais rien n'a moins de sens que sa détermination à hausser les taux d'intérêt jusqu'à des niveaux sans précédent. Cette idée, qu'ils ont adoptée, a engendré la politique monétaire la plus coûteuse de l'Histoire du Canada.

On nous dit que le gouvernement n'a pas le choix, et qu'il doit maintenir des taux d'intérêt plus élevés que ceux des États-Unis. Quand il affirme cela, le gouvernement oublie qu'il y a eu dans le passé des moments où nos taux d'intérêt étaient inférieurs à ceux des États-Unis, et que notre pays n'en a pas souffert outre mesure. Mais ce qui est encore plus important, c'est que ce gouvernement concède que le Canada n'a pas le choix et qu'il doit être un «suiveux» plutôt qu'un leader, quelles que soient les conséquences pour les Canadiens et notre propre économie.

[M. Clark.]

[Traduction]

Il convient d'étudier les solutions que j'ai préconisées. Quand le ministre des Transports prendra la parole, pourra-t-il expliquer aux Canadiens et à la Chambre pour quelle raison le gouvernement rejette ces solutions? Pourra-t-il dire par ailleurs si elles sont à l'étude et dans l'affirmative, si le gouvernement a l'intention d'appliquer certaines d'entre elles?

Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré la semaine dernière devant le comité qu'il ne recommanderait pas ces solutions. C'est son avis personnel et il faut évidemment lui accorder une certaine crédibilité. Par contre, il n'a pas expliqué pour quels motifs il fallait rejeter toutes les solutions qui ont été proposées pour remplacer un programme qui n'a pas porté ses fruits.

[Français]

Monsieur l'Orateur, je crois que c'est essentiel pour nous d'avoir ici à la Chambre des communes ou dans des comités du Parlement une explication beaucoup plus profonde et précise que celle que nous avons reçue jusqu'à maintenant.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, voilà pour le problème de la politique mais il reste encore le grave problème du secret. Avec ce gouvernement, l'habitude de la dissimulation est devenue une seconde nature. C'est le gouvernement le plus cachottier de tout le monde occidental...

**M. l'Orateur:** Je regrette d'interrompre le chef de l'opposition (M. Clark) mais il remarquera que son temps de parole est écoulé. Je croyais qu'il en arrivait à la conclusion mais je me rends compte qu'il aborde un nouveau sujet. Je ne pense pas qu'il puisse poursuivre sans le consentement de la Chambre. Le temps de parole a été fixé à 30 minutes. Il est déjà dépassé depuis une minute ou deux, mais je ne voulais pas l'interrompre. Peut-être peut-il nous dire s'il se propose de conclure ou s'il veut demander à la Chambre s'il peut poursuivre.

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, je me proposais de conclure si l'on veut bien m'accorder encore une minute.

J'avais l'intention de parler des méthodes secrètes qu'emploie le gouvernement, en rappelant qu'il y a huit ans, le comité de l'autre endroit recommandait qu'on multiplie les débats publics sur toutes les questions économiques. Je parie que si l'avis de l'autre endroit avait été suivi et si, au lieu de tout dissimuler et de se livrer à des manœuvres secrètes en coulisse ces huit dernières années, le gouvernement avait informé le public, la chute du dollar canadien serait peut-être moins spectaculaire.

Alors qu'il est d'une importance fondamentale que le gouvernement modifie une politique qui compromet de plus en plus le dollar canadien, il est aussi indispensable que le gouvernement renonce à s'entourer de mystères, qu'il cesse de mettre des obstacles au travail d'enquête des comités de la Chambre des communes, qu'il accepte que certains témoins soient entendus, qu'il accepte que l'on fasse la lumière sur l'état du dollar canadien et sur les options qui s'offrent au gouvernement et au Gouverneur de la Banque du Canada pour redresser cet effondrement qui marque le cours du dollar canadien depuis deux ans.